



*ASSOCIATION NIGERIENNE DE LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION*
TRANSPARENCY INTERNATIONAL NIGER



Plan Stratégique

2025-2030

EQUIPE TECHNIQUE

PLAN STRATÉGIQUE DÉTAILLÉ 2025-2030

ANLC-TI Niger (Transparency International Niger)

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'ANLC-TI Niger, section nationale de Transparency International, a élaboré ce plan stratégique quinquennal (2025-2030) pour renforcer la lutte contre la corruption au Niger.

Vision : Un Niger sans corruption.

Mission : Entreprendre des actions concrètes pour changer les comportements et réduire/éliminer la corruption.

Objectif général : Contribuer à l'élimination de la corruption par la promotion de la bonne gouvernance.

3 objectifs intermédiaires :

1. Renforcer le cadre juridique.
2. Améliorer la gestion des ressources publiques.
3. Renforcer les capacités de l'ANLC-TI Niger.

Budget total : **1 170 000 000** FCFA (environ 1,78 million d'euros).

Calendrier : 2025-2030 avec revue à mi-parcours en 2027.

Financements : à rechercher auprès des partenaires techniques et financiers (USAID, GIZ, PNUD, UE, Ambassades, etc.).

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Niger reste classé parmi les pays les plus corrompus (IPC 2024 : 31/100, 123e/180). La corruption généralisée affecte l'accès aux services publics, la gestion des ressources naturelles, les marchés publics, et freine le développement. Malgré l'existence d'institutions (Haute Autorité de Lutte contre la Corruption, etc.), l'application des lois est

faible. L'ANLC-TI Niger doit donc intensifier son plaidoyer, ses enquêtes, sa mobilisation citoyenne et sa présence régionale.

Atouts de l'ANLC : légitimité nationale, ancrage international (TI), expérience terrain, réseau de clubs anticorruption.

Faiblesses : manque de moyens, difficultés de couverture territoriale, dépendance aux bailleurs.

3. ANALYSE APPROFONDIE (FFOM)

Forces

- Personnel compétent et engagé.
- Partenariat avec Transparency International.
- Bonne réputation auprès des autorités et partenaires.
- Existence de 260 clubs anticorruption communaux, CAJAC, observatoires climat.

Faiblesses

- Absence de siège propre (location).
- Insuffisance de véhicules, ordinateurs, connexion internet.
- Faible expertise juridique et en mobilisation de ressources.
- Couverture limitée des régions éloignées.

Opportunités

- Volonté affichée de l'État (création d'une autorité anticorruption).
- Instruments juridiques internationaux ratifiés.
- Appui potentiel des bailleurs (gouvernements américain, néerlandais, français, UE, PNUD).
- Journées internationales de lutte contre la corruption.

Menaces

- Risques pour la sécurité des acteurs (menaces, emprisonnement).
- Contexte politique instable, risque de dissolution.
- Épuisement des financements internationaux.

4. THÉORIE DU CHANGEMENT

SI l'ANLC-TI Niger renforce son plaidoyer pour l'adoption et l'application de lois anticorruption,

ET qu'elle améliore la gestion des ressources publiques via la transparence et la participation citoyenne,

ET qu'elle se dote de moyens humains, matériels et financiers suffisants,

ALORS la corruption diminuera significativement au Niger, la gouvernance s'améliorera et la confiance des citoyens dans les institutions sera restaurée.

Hypothèses critiques :

- Volonté politique réelle et durable.
- Engagement sans faille des acteurs (société civile, médias, secteur privé).
- Disponibilité des financements sur toute la période.

5. OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET SOUS-OBJECTIFS ANNUELS

Objectif intermédiaire 1 : Contribuer au renforcement du cadre juridique

Année	Sous-objectifs opérationnels
2025	Réaliser une cartographie des lacunes juridiques ; élaborer des projets de textes (loi d'exemption des dénonciateurs, modification des ordonnances 2024-05, 28, 43).
2026	Organiser des rencontres de plaidoyer avec le gouvernement et l'Assemblée nationale pour adoption de la loi sur la protection des dénonciateurs.
2027	Obtenir l'adoption d'au moins 2 textes (protection des dénonciateurs, loi anticorruption globale).
2028	Faire amender la loi sur l'enrichissement illicite ; harmoniser le droit national avec les conventions de l'UA et de l'ONU.
2029	Mettre en place un comité de suivi de l'application des nouvelles lois.
2030	Évaluer l'impact des réformes juridiques sur les poursuites judiciaires.

Objectif intermédiaire 2 : Améliorer la gestion des ressources publiques

Année	Sous-objectifs opérationnels
2025	Lancer une étude de base sur la transparence dans la gestion foncière et climatique.
2026	Former 30 agents des commissions foncières ; organiser 10 séances de sensibilisation citoyenne.
2027	Mettre en place des observatoires communaux de transparence dans 10 communes.
2028	Réaliser un audit citoyen des marchés publics dans 5 ministères.
2029	Produire un rapport national sur l'adéquation profil-emploi dans la fonction publique.
2030	Organiser une campagne nationale de rejet des pratiques corruptives.

Objectif intermédiaire 3 : Renforcer les capacités de l'ANLC-TI Niger

Année	Sous-objectifs opérationnels
2025	Recruter 2 chargés de programme et 1 chargé de mobilisation des ressources.
2026	Acquérir 2 véhicules de mission et du matériel informatique (15 ordinateurs).
2027	Ouvrir 4 antennes régionales (Tillabéri, Dosso, Tahoua, Maradi).
2028	Ouvrir 4 autres antennes (Zinder, Diffa, Agadez, Niamey urbain) ; former les équipes.
2029	Construire le siège propre à Niamey (début des travaux).
2030	Finaliser la construction ; équiper le centre de documentation et de formation.

6. CADRE LOGIQUE DÉTAILLÉ (par objectif)

Objectif 1

Résultat attendu	Indicateur	Cible 2030	Sources de vérification	Fréquence
1.1 Les textes juridiques sont amendés	Nombre de lois amendées	3 lois	JO, rapports parlementaires	Annuelle
1.2 Les textes	Nombre de nouvelles lois	2 lois (protection dénonciateurs, anticorruption)	JO, comptes rendus	Annuelle

manquants sont adoptés				
1.3 Les textes sont appliqués	Taux de condamnations pour corruption	+50% par rapport à 2025	Statistiques judiciaires	Semestrielle

Objectif 2

Résultat attendu	Indicateur	Cible 2030	Sources de vérification	Fréquence
2.1 Corruption réduite dans le climat et le foncier	Nombre de plaintes traitées par le CAJAC	100/an	Registre CAJAC	Trimestrielle
2.2 Transparence dans la gestion publique	Score de transparence (échelle 0-100)	70/100	Enquêtes d'opinion	Annuelle
2.3 Adéquation profil-emploi	% de postes pourvus sur concours	80%	Rapport fonction publique	Annuelle
2.4 Citoyens informés et rejettent la corruption	% de citoyens refusant la corruption	60%	Sondage national	Biennale
2.5 Procédures administratives allégées	Délai moyen d'obtention d'un service public	Réduit de 30%	Enquête de satisfaction	Annuelle

Objectif 3

Résultat attendu	Indicateur	Cible 2030	Sources de vérification	Fréquence
3.1 Moyens conséquents	Budget annuel mobilisé (hors salaires)	200 M FCFA	États financiers	Annuelle
3.2 Antennes régionales fonctionnelles	Nombre d'antennes opérationnelles	8	Rapports d'activités	Semestrielle

3.3 Alliances développées	Nombre de partenariats actifs	10 nationaux, 5 internationaux	Conventions	Annuelle
3.4 Plan de communication et levée de fonds	Nombre de messages diffusés	20 campagnes	Médias, réseaux sociaux	Trimestrielle

7. PLAN DE MISE EN ŒUVRE (CHRONOGRAMME ANNUEL)

Activité principale	Responsable	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Objectif 1							
Cartographie juridique	Expert juridique	X					
Plaidoyer pour loi protection dénonciateurs	Directeur plaidoyer	X	X				
Plaidoyer pour loi anticorruption globale	Directeur plaidoyer		X	X			
Amendement loi enrichissement illicite	Expert juridique			X	X		
Suivi de l'application	Comité de suivi				X	X	X
Objectif 2							
Étude foncier/climat	Chargé recherche	X					
Formation commissions foncières	Formateur		X				
Observatoires communaux	Responsable Antenne régional			X	X		
Audit citoyen marchés publics	Chargé enquête				X		
Rapport adéquation profil-emploi	Consultant					X	
Campagne nationale anti-corruption	Responsable com						X
Objectif 3							
Recrutement personnel	Secrétaire exécutif	X	X				
Acquisition véhicules & informatique	Logistique		X				

Ouverture antennes (4+4)	Coordinateur régional			X	X		
Construction siège	Comité construction					X	X
Élaboration plan com & levée fonds	Consultant	X					
Mise en œuvre plan com	Responsable com		X	X	X	X	X

8. PLAN DE SUIVI-ÉVALUATION

Indicateurs clés de performance (KPI)

- Nombre de lois adoptées / amendées.
- % d'exécution du budget annuel.
- Évolution de l'IPC du Niger.
- Nombre de citoyens touchés par les campagnes.
- Taux de satisfaction des bénéficiaires du CAJAC.
- Nombre d'antennes régionales actives.

Calendrier des évaluations

- **Revue trimestrielle** : équipe technique + bureau.
- **Rapport annuel** : publié et partagé aux bailleurs.
- **Évaluation à mi-parcours** : externe (mai-juin 2027).
- **Évaluation finale** : externe (sept.-oct. 2030).

Outils

- Fiches de collecte de données (enquêtes, focus groups, entretiens).
- Base de données des plaintes CAJAC.
- Dashboard mensuel des activités.

Responsabilités

- **Coordination M&E** : un responsable dédié (à recruter en 2025).
- **Bureau national** : validation des rapports.
- **Partenaires techniques** : appui à l'évaluation externe.

9. PLAN DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Stratégie

- **Diversification** : ne pas dépendre d'un seul bailleur.
- **Proximité** : solliciter le secteur privé nigérien (banques, télécoms, mines).
- **Innovation** : financement participatif (collecte en ligne), événements solidaires.

Sources potentielles

Type	Bailleurs cibles	Actions à mener
Bilatéraux	USAID, AFD, GIZ, Coopération suisse, Ambassade Pays-Bas	Soumission de notes conceptuelles, lettres d'intention
Multilatéraux	PNUD, Union Européenne, Banque mondiale	Répondre aux appels à projets gouvernance
Fondations	Open Society, OSIWA, Fondation Robert Bosch, Ford Foundation	Candidature sur thèmes anticorruption
Secteur privé	ORAN, SONIDEP, Banques	Proposition de pactes d'intégrité, mécénat
Crowdfunding	GlobalGiving, Betterplace	Campagne annuelle "Stop à la corruption"

Objectifs annuels de mobilisation (FCFA)

Année	Montant cible
2025	150 000 000
2026	180 000 000
2027	200 000 000
2028	220 000 000
2029	220 000 000
2030	200 000 000
Total	1 170 000 000

Équipe dédiée

- Chargé de mobilisation des ressources (1 recrutement 2025).
- Appui d'un consultant pour les grandes propositions (UE, PNUD).

10. STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET PLAIDOYER

Objectifs de communication

- Accroître la notoriété de l'ANLC-TI Niger.
- Encourager la dénonciation citoyenne (ligne verte, plateforme web).
- Pression sur les décideurs pour l'adoption de réformes.
- Promouvoir les valeurs d'intégrité.

Cibles prioritaires

- Citoyens (jeunes, femmes, ruraux).
- Décideurs politiques et administratifs.
- Médias nationaux et internationaux.
- Partenaires techniques et financiers.

Canaux

- **Médias** : émissions radio/télé (en français, haoussa, zarma), spots.
- **Numérique** : site web, pages Facebook/Twitter, chaîne YouTube, newsletter.
- **Physique** : affiches, dépliants, caravanes de sensibilisation, conférences.
- **Communautaire** : relais par les clubs anticorruption, chefs traditionnels.

Messages clés

- "La corruption vole ton avenir – dénonce-la."
- "La transparence, c'est l'affaire de tous."
- "ANLC-TI Niger : à tes côtés pour un Niger intègre."

Calendrier annuel type

- **Janvier** : Lancement du rapport annuel sur la corruption.
- **Mars** : Caravane de la femme intègre (8 mars).
- **Juin** : Forum des jeunes contre la corruption.
- **Juillet** : Journée africaine de lutte contre la corruption (11 juil.) – plaidoyer.
- **Septembre** : Semaine de la transparence dans les marchés publics.
- **Décembre** : Journée internationale (9 déc.) – conférence de presse, remise de prix.

Indicateurs de communication

- Nombre de mentions dans les médias (press review).
- Taux d'engagement sur les réseaux sociaux.
- Nombre de plaintes via la ligne verte (évolution).
- Résultats des enquêtes de notoriété (tous les 2 ans).

11. ANALYSE DES RISQUES ET MESURES D'ATTÉNUATION

Risque	Probabilité	Impact	Mesures d'atténuation
Menaces physiques sur le personnel	Moyenne	Élevé	Protocole de sécurité, assurance, réseau de solidarité internationale, alertes rapides
Dissolution de l'association	Faible	Très élevé	Domiciliation des documents à l'international (TI), plaidoyer diplomatique
Baisse des financements	Élevée	Élevé	Plan de mobilisation diversifié, fonds de réserve (10% budget), mécénat local
Faible volonté politique	Moyenne	Élevé	Pression par les médias et la société civile, alliances avec le parlement
Conflits internes au bureau	Faible	Moyen	Règlement intérieur strict, médiation externe, élections régulières
Faible participation citoyenne	Élevée	Moyen	Approche communautaire, incitations (reconnaissance), simplification des canaux de dénonciation

12. BUDGET DÉTAILLÉ (PAR OBJECTIF ET PAR ANNÉE)

(Tous montants en FCFA)

Objectif 1 : Renforcement cadre juridique (2025-2030)

Année	Plaidoyer	Études juridiques	Rencontres décideurs	Suivi application	Total O1
2025	5 000 000	7 000 000	3 000 000	0	15 000 000
2026	6 000 000	2 000 000	4 000 000	1 000 000	13 000 000
2027	8 000 000	1 000 000	5 000 000	2 000 000	16 000 000
2028	4 000 000	1 000 000	3 000 000	3 000 000	11 000 000
2029	2 000 000	1 000 000	2 000 000	4 000 000	9 000 000
2030	1 000 000	1 000 000	1 000 000	4 000 000	7 000 000
Sous-total	26 000 000	13 000 000	18 000 000	14 000 000	71 000 000

Objectif 2 : Amélioration gestion publique (2025-2030)

Année	Études & enquêtes	Formations	Observatoires	Campagnes	CAJAC	Total O2
2025	15 000 000	5 000 000	5 000 000	10 000 000	30 000 000	65 000 000
2026	20 000 000	10 000 000	8 000 000	12 000 000	35 000 000	85 000 000
2027	25 000 000	8 000 000	15 000 000	15 000 000	40 000 000	103 000 000
2028	20 000 000	5 000 000	20 000 000	15 000 000	45 000 000	105 000 000

2029	15 000 000	5 000 000	20 000 000	15 000 000	45 000 000	100 000 000
2030	10 000 000	5 000 000	20 000 000	20 000 000	55 000 000	110 000 000
Sous-total	105 000 000	38 000 000	88 000 000	87 000 000	250 000 000	568 000 000

Objectif 3 : Renforcement capacités ANLC (2025-2030)

Année	Ressources humaines	Équipements	Antennes régionales	Construction siège	Communication & levée fonds	Total O3
2025	25 000 000	10 000 000	5 000 000	0	15 000 000	55 000 000
2026	30 000 000	35 000 000	15 000 000	0	18 000 000	98 000 000
2027	35 000 000	10 000 000	30 000 000	5 000 000	20 000 000	100 000 000
2028	35 000 000	10 000 000	30 000 000	20 000 000	20 000 000	115 000 000
2029	35 000 000	10 000 000	15 000 000	40 000 000	20 000 000	120 000 000
2030	35 000 000	15 000 000	10 000 000	28 000 000	20 000 000	108 000 000
Sous-total	195 000 000	90 000 000	105 000 000	93 000 000	113 000 000	596 000 000

Récapitulatif annuel général

Année	Objectif 1	Objectif 2	Objectif 3	Total annuel
-------	------------	------------	------------	--------------

2025	15 000 000	65 000 000	55 000 000	135 000 000
2026	13 000 000	85 000 000	98 000 000	196 000 000
2027	16 000 000	103 000 000	100 000 000	219 000 000
2028	11 000 000	105 000 000	115 000 000	231 000 000
2029	9 000 000	100 000 000	120 000 000	229 000 000
2030	7 000 000	110 000 000	108 000 000	225 000 000
Total général	71 000 000	568 000 000	596 000 000	1 235 000 000

13. ANNEXES (MODÈLES)

Annexe 1 : Modèle de fiche de projet (pour bailleurs)

- Titre du projet, durée, localisation.
- Problématique, objectifs, activités, résultats.
- Budget détaillé par ligne.
- Indicateurs de succès.
- Équipe et partenaires.

Annexe 2 : Termes de référence pour évaluation à mi-parcours

- Objectif : évaluer la pertinence, efficacité, efficience, impact potentiel.
- Méthodologie : documents, entretiens, focus groups, enquête.
- Livrables : rapport provisoire, final, recommandations.
- Profil consultant : expert en gouvernance, évaluation des politiques publiques.

Annexe 3 : Modèle de rapport trimestriel d'activités

- Résumé des réalisations.
- Indicateurs atteints vs cibles.
- Difficultés rencontrées.
- Dépenses effectuées.
- Plan d'actions pour le trimestre suivant.